

INTRODUCTION

« Le jour va venir, où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égarait la nation et se disqualifiait l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France ¹. » Le « gaullisme d'opposition » (Jean Charlot) est un important mouvement contestataire qui fut lancé officiellement lors de l'appel du général de Gaulle le 7 avril 1947. Le Rassemblement du peuple français (RPF) avait l'ambition de « rassembler tous les Français prêts à partager le destin de la France ² ». Ses débuts furent prodigieux ³, mais le premier mouvement gaulliste s'écroula rapidement. L'échec du RPF poussa de Gaulle à se retirer de la scène politique. Une partie de ses partisans, les Républicains sociaux (Rép. soc.), lancèrent alors le groupe parlementaire « Union des républicains d'action sociale » (URAS), qui prit ensuite le nom de Centre national des républicains sociaux (CNRS). Mais l'absence du soutien du Général empêche le parti de rassembler tous les anciens gaullistes et se résume surtout à un club d'élus. Ce sont les événements d'Algérie et l'accession de Charles de Gaulle à Matignon en juin 1958 qui vont relancer le gaullisme. Ce regain permet au nouveau parti gaulliste, l'Union pour la nouvelle République (UNR), de devenir le plus puissant parti de France à la naissance de la V^e République ⁴. Ce bref rappel montre l'évolution du gaullisme en France métropolitaine. Toutefois, il existe une région où il ne parvient à s'implanter qu'après les événements du 13 mai 1958 : le Midi toulousain ⁵. Les recherches sur le gaullisme d'opposition dans cette région sont pour ainsi dire inexistantes : Philippe Foro y consacre un article en 2002, tandis que Bernard Lachaise observe le RPF dans le Tarn-et-Garonne, le Gers, le Lot et les Hautes-

1. Extrait du discours de Bruneval tenu par le général de Gaulle le 30 mars 1947. Gaulle (de), 1970, p. 46.
2. Archives départementales du Tarn (ADT) 511W57, dossier RPF, tract RPF imprimé le 5 août 1947.
3. Lefranc, 1998, p. 31.
4. Pozzi, 2011, p. 85.
5. Le Midi, ou Midi toulousain, se compose de l'Ariège, l'Aude, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.

Pyrénées ⁶. L'intérêt d'une analyse sur le gaullisme dans le Midi est d'étudier ce qui n'a jamais été approfondi, le plus puissant mouvement politique de France (avec le communisme), dans la région qui s'y montra la plus réfractaire durant la IV^e République. Selon Jacques Foccart, de Gaulle est même agréablement surpris de voir plusieurs élus gaullistes dans le Midi aux élections législatives de 1968 ⁷. Les monographies sur le gaullisme d'opposition ne manquent pas. Elles couvrent une immense partie du territoire national : le Sud-Ouest, l'Ouest, l'Est, Lille, Marseille, Paris ⁸, etc. Mais encore à l'heure actuelle, celles-ci ne cherchent pas à connaître le mouvement et ses militants dans des régions qui leur sont hostiles, ou ne le font qu'indirectement, en étudiant un parti politique qui leur est opposé. C'est ce que firent Patrick Calmels et Bernard Mezure dans leur mémoire de maîtrise sur la Haute-Garonne ⁹. Par ailleurs, les confrontations entre les gaullistes et leurs adversaires politiques ne sont étudiées que depuis un temps très récent par les historiens français ¹⁰. Par exemple, Patrick Calmels survole les affrontements entre gaullistes et communistes par le biais de la presse locale et de la propagande, tandis que Bernard Mezure ne s'y intéresse pas.

Choisir les limites spatio-temporelles de notre étude ne fut guère simple. Si l'on voulait ne traiter que du gaullisme d'opposition, il aurait fallu s'arrêter au retour du général de Gaulle en 1958. D'autant que les travaux sur la IV^e République, cette « Mal-Aimée » si chère à Joseph Barsalou, marquent tous sa fin au 28 septembre 1958 avec le référendum sur l'instauration de la V^e République ¹¹. Or, pour qui s'intéresse à la violence militante, il est indéniable que les élections de novembre et les débuts de l'UNR doivent être pris en compte. Les délimitations géographiques ne furent pas plus simples. Qu'est-ce que le Midi toulousain ? La zone d'influence de *La Dépêche du Midi*, puissant journal radical ? Les départements limitrophes à la Haute-Garonne ? Le vaste territoire que les gaullistes nomment dans les sources « le Midi », englobant les Pyrénées, la région toulousaine et une partie de la Provence ? Face au dilemme, nous avons pris notre décision à partir de trois facteurs : la considération des locaux, qui avaient tendance à se considérer comme étant dans « le Midi » – par exemple, le sous-préfet de Figeac qualifie son département de « portes du Midi ¹² » – ; la principale zone d'influence du journal radical *La Dépêche du Midi* ; la zone de contrôle du conseil interdépartemental de Toulouse, sorte d'ancêtre de la région Midi-Pyrénées, qui se composait de l'Ariège, l'Aude, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers,

6. Foro, 2002 ; Lachaise, 1997a.

7. Foccart, 1998, p. 246.

8. Audigier et Schwindt (dir.), 2009 ; Charlot, 1983 ; collectif, 1992 ; collectif, 1998 ; Lachaise, 1997a.

9. Calmels, 1997 ; Mezure, 1979.

10. Audigier (dir.), 2017 ; Audigier et Girard (dir.), 2011 ; Foro, 2003.

11. Ces travaux sont bien trop nombreux pour en proposer une bibliographie exhaustive. Les ouvrages suivants sont indiqués pour leur travail de synthèse ou la somme incontournable qu'ils représentent. Pour en savoir plus, se référer à la bibliographie à la fin de l'ouvrage. Avril et Vincent, 1988 ; Berstein et Milza, 2009 ; Cauchy, 2004 ; Chapsal, 1990 ; Duhamel, 2000 ; Elgey, cinq tomes, 1993-2012 ; Williams, 1972.

12. Archives départementales du Lot (ADL) 1209W33, rapport du sous-préfet de Figeac du 1^{er} décembre 1958.

le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. Ces huit départements marquent ainsi les délimitations de notre ouvrage. Cette région, très vaste, était sous la domination du radicalisme et du socialisme¹³. Bastion du radical-socialisme¹⁴, le Midi toulousain était peuplé de 2 045 931 habitants en 1946, 2 040 101 en 1954 et 2 116 351 en 1962¹⁵. La répartition socioprofessionnelle comme démographique est très disparate. Alors que l'Ariège, l'Aveyron, le Gers et le Lot se dépeuplent durant toute cette période, le Tarn, le Tarn-et-Garonne et (particulièrement) la Haute-Garonne connaissent une croissance démographique importante, tandis que l'Aude stagne¹⁶. Le territoire est principalement composé de zones rurales et de centres urbains relativement modestes, la Haute-Garonne faisant exception avec Toulouse. L'industrie n'est importante et ne se développe qu'en Haute-Garonne, les autres départements n'ont pratiquement aucune activité industrielle (Ariège, Gers, Lot, Tarn-et-Garonne), l'agriculture restant prédominante, ou connaissent une crise industrielle – textile et aciérie tarnaise, ganteries audoise et aveyronnaise¹⁷. Le Gers et l'Aude connaissent une importante activité viticole, et tandis que l'Armagnac prospère malgré quelques accrocs, le vin audois subit de plein fouet la concurrence du vin algérien¹⁸. De ce fait, le profil socioprofessionnel des Midi-Pyrénéens¹⁹ se répartit en trois groupes²⁰ : un premier où dominant les exploitants agricoles, avec une part importante d'employés, une (très) faible industrie, peu de cadres et une faible représentation des professions libérales (Ariège, Aveyron, Aude, Gers, Lot) ; un deuxième où il y a une assez faible présence ouvrière, une grande part d'employés, de commerçants et d'artisans (Tarn, Tarn-et-Garonne) ; un dernier où ouvriers, employés, commerçants et artisans dominant (avec une répartition équilibrée entre chacun d'eux), avec une part non négligeable d'industriels, de professions libérales et de cadres supérieurs (Haute-Garonne²¹).

13. Il suffit de consulter les différentes études menées par des géographes, des politologues et des historiens pour le constater. Se référer à la bibliographie pour plus de détails.

14. « Le gaullisme a des débuts modestes en Midi-Pyrénées – dont les départements avaient longtemps vu des oppositions gauche-centre gauche entre socialistes et radicaux-socialistes. » Lettre du 20 août 2015 de Jacques Limouzy à l'auteur. Gaulliste, il fut élu pour la première fois député de Castres en 1967. Voir aussi la thèse imprimée de Berstein, 1980-1982.

15. Chiffres de l'INSEE obtenus en additionnant les résultats par département. Consulter le site <http://www.insee.fr/fr/default.asp> pour plus de détail.

16. Chiffres de l'INSEE obtenus en additionnant les résultats par département. Consulter le site <http://www.insee.fr/fr/default.asp> pour plus de détail.

17. Lavelanet et Pamiers représentent des centres industriels ariégeois trop modestes face à la prédominance de l'agriculture pour inclure l'Ariège dans ce groupe.

18. Bordes (dir.), 1983 ; collectif, 1980 ; Pech, 2000.

19. Employer le terme de « midi-pyrénéen » est anachronique puisqu'il est créé dans les années 1960, mais par mesure de simplicité, nous l'emploierons pour ne pas toujours parler improprement des « Toulousains » et du Midi toulousain lorsque nous parlons de la région étudiée dans le présent ouvrage.

20. Nous fondons nos propos sur les statistiques établies par l'INSEE en 1946, 1954 et 1962.

21. Delpoux, 1982.

Joseph Barsalou (1903-1992), radical convaincu et rédacteur pour *La Dépêche du Midi*, était un fervent partisan de la IV^e République. Ce journaliste, qui défendait les institutions qui auraient été dévalorisées par les citoyens, ne parvint en réalité qu'à faire entrer dans l'histoire le surnom qui lui est aujourd'hui attaché : « la Mal-Aimée ²² ». Incompris, son ouvrage – qui reconnaît des défauts à la constitution de 1946 – fut interprété par ses contemporains comme une condamnation de la République qu'il s'efforçait en réalité de réhabiliter tant bien que mal.

Pour réaliser cet ouvrage, nous avons dû consulter plus de 6 000 dossiers, répartis sur dix services d'archives différents, en moins de deux ans. Les sources exploitées sont multiples, allant des rapports des Renseignements généraux (RG), très nombreux, aux témoignages écrits et oraux des militants de l'époque, en passant par la presse et les instructions ministérielles et préfectorales. Le principal problème que nous avons rencontré dans nos recherches ne réside pas dans la quantité des sources à notre disposition, mais dans la difficulté d'en extraire les informations qui nous intéressent. Les RG devant réunir de grandes quantités d'informations chaque jour, ils produisent un nombre conséquent de rapports sur des thèmes aussi variés que l'opinion publique, le ravitaillement, les activités politiques et sociales (« sociales » étant entendu ici comme « syndicales »), les conseils municipaux et généraux, etc. Il nous a fallu dépouiller longuement les fonds préfectoraux pour trouver des données exploitables, mais très éparpillées. De plus, si nous pouvons comparer les résultats des élections entre chiffres officiels et journalistiques, nous ne pouvons que nous fier aux renseignements fournis par les RG sur le nombre de militants gaullistes, les fiches individuelles des militants et le nombre d'individus présents lors des réunions et meetings. Rares sont les rapports portant sur une réunion politique où plusieurs inspecteurs donnent leur constatation. Inexistants sont les rapports portant sur une réunion politique rédigés par des (cadres) militants – du moins, nous n'en avons trouvé que trois pour l'Aude et un pour l'Ariège ²³. Ne pouvant comparer ces données, nous restons tributaires des informations fournies par les agents de l'État. Généralement, celles-ci semblent crédibles. Mais en temps de troubles ou de grandes surprises, elles peuvent être exagérées. Par exemple, lors de certains meetings gaullistes, le nombre de participants semble volontairement minimisé. Les plus grandes réunions en 1950 à Toulouse n'auraient pas attiré plus de 400 ou 500 personnes, alors que le RPF obtient 15 % des suffrages exprimés, soit autant que les radicaux qui attireraient le triple pour un meeting « classique ». Il semble que les RG aient souhaité présenter les gaullistes comme moins puissants qu'ils ne l'étaient en réalité. Pourtant, les RG de Haute-Garonne voient des militants gaullistes partout en 1947-1948, exagérant ainsi leurs chiffres – ce phénomène ne se remarque pas dans les autres départements. Néanmoins,

22. Barsalou, 1964.

23. Il existe un rapport rédigé par un cadre gaulliste sur des réunions données durant l'été 1952 par le RPF dans l'Ariège. Il fournit des estimations sur le nombre d'habitants venus assister à ces meetings. Les rapports audois sont rédigés par le délégué départemental de Paris et concernent surtout des réunions communistes qu'il espionnait.